



LES ALLOBROGES DE GRENOBLE



Isabelle Peters, 1^{re} adjointe au maire de Grenoble.

Le choix du service public face à la finance

Sous la direction du gouvernement Macron, La Poste poursuit son entreprise de démantèlement. L'entreprise, qui fonctionne comme un groupe privé, dégage pourtant des bénéfices : près d'un milliard d'euros en 2023.

C'est un service public essentiel pour celles et ceux d'entre nous qui, pour une raison ou une autre, sont éloignés du numérique. Plus encore, ces projets de fermeture ne tiennent aucun compte des perspectives de développement des quartiers concernés.

La ville de Grenoble s'y oppose. Des pétitions circulent, des citoyens se mobilisent... Ils ont tout mon soutien. Ensemble, nous empêcherons ce mauvais coup.

Le 9 juin, le vote pour la liste conduite par Léon Deffontaines sera un vote utile pour la défense des services publics.

Isabelle Peters

TROIS BUREAUX DE POSTE MENACÉS À GRENOBLE

Le PCF Grenoble soutient les mobilisations pour la défense du service public de la Poste.

Trois fermetures de bureaux de poste à Grenoble. C'est ce que prétend imposer la direction du groupe La Poste.

La fermeture du bureau Alsace-Lorraine était annoncée pour le 15 juin. Une première mobilisation a obtenu un report, mais il reste menacé. Pour Malherbe-Teisseire, premier succès : des travaux pour sa réouverture ont enfin été annoncés. Reste Stalingrad et Bajatière, deux bureaux que la Poste veut fermer.

La ville de Grenoble s'est officiellement opposée à cette volonté d'une nouvelle régression du service public, souli-



Le 30 avril, 200 personnes contre la fermeture du bureau Alsace-Lorraine.

gnant notamment les projets de développement des quartiers concernés.

Premiers reculs

Une pétition de l'union de quartier Malherbe a recueilli plus de 1700 signatures, ce qui a contraint la Poste à reculer.

Le collectif « J'aime ma poste » regroupe syndicalistes, élus,

associations, usagers pour coordonner l'action pour la défense de la poste. L'union de quartier Malherbe-Teisseire a rejoint ce collectif.

Le collectif avait empêché la fermeture des bureaux de l'Île verte et de Stalingrad.

Les communistes sont et seront de tous les combats pour la défense des services publics de proximité.

Les propositions du PCF

Accord préalable des maires et conseils municipaux pour les fermetures de bureaux ainsi que pour les modifications d'horaires.

Le fonds de péréquation financé par les collectivités locales doit servir à investir dans les bureaux de poste, et non pas à les fermer.

Financement de ce fonds assuré par l'État et La Poste qui frise le milliard de bénéfices.

Associer usagers et personnels aux commissions départementales de présence postale territoriale aux côtés de l'État, de La Poste et des élus.

Municipales : le PCF appelle à l'union

Les élections municipales, ce n'est pas pour tout de suite. Printemps 2026.

Pourtant, si l'on veut avoir le temps d'un débat approfondi avec les Grenobloises sur l'avenir de la ville et de la métropole, il faut s'y mettre. Le PCF Grenoble a proposé aux partis et mouvements de gauche grenobloise de se rencontrer pour en débattre.

Pour nous, l'avenir est à l'union des forces de gauche. Pour des politiques de solidarité, de préservation du climat et de l'environnement. Non sans un examen de ce qui a fonctionné et de ce qui doit être amélioré.

La droite, dans sa version macroniste ou LR, serait à l'inverse un recul qui frapperait durement nos concitoyens déjà éprou-

vés par les politiques gouvernementales.

A l'initiative du PCF Grenoble, une première rencontre a pu avoir lieu. Une deuxième, programmée, a été reportée à la demande de nos partenaires.

Nous poursuivrons nos efforts pour l'union et pour que le débat puisse avoir lieu publiquement et dans la transparence.

EUROPÉENNES. LE 9 JUIN, VOTEZ POUR LA LISTE LÉON DEFFONTAINES

« La gauche unie pour le monde du travail », liste conduite par Léon Deffontaines et soutenue par Fabien Roussel.

LE 9 JUIN, VOTEZ POUR UN TRAVAIL QUI PAIE ET POUR LES SERVICES PUBLICS

Nous proposons l'indexation des salaires sur l'inflation en France, l'augmentation générale des salaires, une autre utilisation de l'argent de la Banque centrale européenne pour l'emploi, la formation et les salaires et le développement des services publics dans tous les domaines : éducation, santé, transports, sécurité...



Léon Deffontaines, 27 ans, né à Amiens, dans la Somme.

LE 9 JUIN, VOTEZ POUR UNE RELOCALISATION

Nous voulons engager une nouvelle industrialisation

sociale et écologique, relocaliser l'industrie, et lancer de grands travaux utiles tel le chantier Lyon-Turin, le développement des in-

frastructures nucléaires et renouvelables pour sortir des énergies fossiles ou encore une rénovation thermique à grande échelle des bâtiments et des logements.

LE 9 JUIN, VOTEZ POUR LA PAIX

Nous proposons en particulier d'agir pour un traité de paix garantissant la sécurité de l'Ukraine et un désarmement nucléaire multilatéral, le cessez-le-feu à Gaza et la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés d'Israël et le développement de nouvelles coopérations dans le monde pour une monnaie commune mondiale alternative au dollar.

Cessez-le-feu à Gaza

- Cessez-le-feu immédiat, total et permanent dans la Bande de Gaza
- Entrée sans restrictions de l'aide humanitaire et financement de l'UNRWA
- Retrait des troupes israéliennes de Gaza et des territoires occupés
- Libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens pour ouvrir une perspective de paix juste et durable dans la région
- Arrêt des livraisons d'armes par la France à Israël et de toute coopération militaire
- La France doit agir pour la suspension par l'UE de l'accord d'association pour obtenir le respect du droit international par l'État d'Israël